



À l'issue de l'élection en Israël, c'est le racisme qui est le vainqueur

## Description



Adalah est le Centre juridique pour les droits de la minorité arabe en Israël. 23 mars 2015

L'élection israélienne de 2015 a connu un niveau sans précédent d'incitations racistes contre les citoyens arabes palestiniens en Israël, incitations qui ont joué un rôle capital dans les événements et les résultats de l'élection. Quels que soient les débats qui vont se dérouler à la suite de cette élection, il est clair que dans ce scrutin, le racisme en sort le grand vainqueur.

L'élection pour la 20e Knesset ne manqua pas de drames : les stratagèmes médiatiques, les réalignements politiques et plusieurs surprises, comme celle, contrairement à ce que beaucoup attendaient, de la victoire du parti de droite Likoud sur l'Union sioniste, considéré comme tant un parti de centre gauche en Israël. L'élection a aussi connu un degré jamais atteint d'incitations racistes contre les citoyens arabes palestiniens en Israël, le cinquième de la population, incitations qui jouèrent un rôle capital dans les événements et les résultats de l'élection. Toutes ces menaces, intimidations et tentatives pour décourager les citoyens arabes et leur participation politique, laquelle a été déployée tout au long du processus, ne cessèrent jusqu'à la clôture du scrutin le 17 mars.

Le Premier ministre avait annoncé cette élection après que la 19e Knesset israélienne eut été dissoute en décembre 2014. Pendant le mandat de ce gouvernement (2013-2014), la Knesset avait amendé la Loi électorale, élevant le seuil requis pour entrer au parlement de 2% à 3,25%. L'objectif derrière cette nouvelle législation était d'affaiblir sensiblement, ou d'exclure, les

trois principaux partis politiques arabes, qui se présentaient séparément aux élections de la Knesset, et qui obtenaient chacun 3 à 4 sièges. En réaction à cette nouvelle législation, les partis arabes décidèrent de se présenter unis, dans une seule liste appelée la Liste commune (al-Qa'imah al-Mushtarakah en arabe), en dépit de leurs divergences politiques et idéologiques.

Adalah et l'Association pour les droits civils en Israël (ACRI) firent valoir dans une requête devant la Cour suprême israélienne que la Loi électorale amendée était discriminatoire à l'encontre des partis arabes, avec le nouveau seuil qui leur était préjudiciable, et que cette loi avait été imposée par la volonté politique de la majorité juive israélienne à la Knesset contre le droit de la minorité arabe à une participation politique. Mais la Cour, dans un vote 8 contre 1, rejeta la requête et confirma la loi ; le seul juge arabe fut la seule voix dissidente.

Après l'unité des partis arabes, la Liste commune lança sa plate-forme pour combattre le racisme en Israël. Dans un débat télévisé sur Channel 2, l'ancien ministre des Affaires étrangères Avigdor Lieberman (Yisrael Beiteinu Israël notre maison) déclara : « Il n'y a aucune différence entre les communistes, les islamistes et les nassoristes. Ce qui les unit, c'est la haine de l'État d'Israël, et ils représentent les organisations terroristes à la Knesset ». Lieberman essaya de présenter l'unité de la Liste comme une conspiration, mais il omit d'indiquer qu'il était en réalité le principal initiateur de l'abolition du seuil électoral qui poussa les partis arabes à s'unir pour mieux la surmonter.

L'opinion exprimée par Lieberman ne fut pas juste qu'une déclaration passagère. Mère avant l'annonce de la candidature de la Liste commune, les partis de droite à la Knesset avaient exprimé leur intention de la faire disqualifier pour empêcher de se présenter à l'élection. Quelques heures après que la Liste commune eut déposé officiellement la liste de ses candidats, le Likoud et Yisrael Beiteinu déposèrent deux motions, l'une pour la disqualification de la Liste commune et l'autre contre la députée Haneen Zoabi (Tajammu/Balad), à la Commission centrale des élections (CEC). Les audiences de la CEC sur les motions de disqualification dégénérèrent en attaques hystériques et racistes, et en humiliations, contre les représentants arabes, notamment avec les déclarations des nombreux politiciens et dirigeants israéliens présents qui, à plusieurs reprises, interrompirent la députée Zoabi dans sa plaidoirie de défense contre les motions. Les politiciens traitèrent la députée Zoabi de terroriste, ils affirmèrent que « ses mains étaient tachées de sang », et ils lancèrent des insultes chauvines à son encontre, jusqu'à faire des observations contre sa tenue vestimentaire. L'apogée de ces attaques racistes fut atteint quand, alors que la députée Zoabi venait de réciter une citation en arabe, un membre du Likoud se mit à hurler : « J'ai craint que vous ne disiez Allah Akbar (Dieu est plus Grand) et que vous vous fassiez exploser ! ». La CEC approuva sa disqualification avec 27 voix contre 6, et ce fut Adalah qui représenta la députée Zoabi devant la Cour suprême. Par la suite, la Cour annula la disqualification par une décision votée 8 voix contre une, le 18 février 2015.

La série d'incitations racistes ne s'arrêta pas là. Dans la dernière ligne droite avant les élections, Lieberman lança une campagne publique, « Haneen à Jérusalem », qui exigea l'expulsion de la députée Zoabi à Jérusalem, une ville de la Cisjordanie occupée, de même que la révocation de sa citoyenneté israélienne. Lieberman lança simultanément un slogan pour la campagne, « Ariel à Israël, Umm el-Fahem à la Palestine », promouvant l'annexion

officielle des colonies de Cisjordanie (telle qu'Ariel) mais tout en exigeant le transfert de la population de citoyens arabes vivant dans la zone du Triangle, y compris Umm el-Fahem (52 000 habitants), la troisième plus grande ville arabe d'Israël. Lors d'un débat sur Channel 2, la tête de liste de la Liste commune, Ayman Odeh, déclara, « Nous, les Arabes d'Israël, représentons 20 % des citoyens de l'État », auquel Lieberman répondit, « Pour l'instant ».

Le politicien d'extrême droite Baruch Marzel (Yahad) basa lui aussi sa campagne sur une incitation personnelle contre la députée Zoabi, avec le slogan, « Effacer le sourire sur son visage ». Les militants d'extrême droite sur le terrain furent prompts à agir à l'appel. Le 3 mars 2015, lors d'un forum sur la participation politique des femmes au Centre universitaire de Ramat Gan, des militants d'extrême droite agressèrent la députée Zoabi en l'aspergeant tout entier de liquide. Pire encore, à la sortie du forum, Emily Muwati, conseillère de Zoabi, fut attaquée par des militants armés d'une barre de fer et blessée à la tête au point de devoir être hospitalisée. Baruch Marzel écrivit plus tard sur sa page Facebook : « Nous avons promis, nous avons tenu, nous allons continuer ! »

Même si les propos de Lieberman contre les citoyens arabes se révélèrent les plus extrêmes comme quand il déclara « Pour ceux qui sont contre nous, il n'y a rien à faire, nous devons prendre une hache et leur couper la tête », les autres partis et candidats politiques israéliens firent preuve eux aussi de comportements racistes. L'ancien ministre de l'Économie Naftali Bennet (Habayet Hayehudi, ou Maison juive) déclara lors d'un discours : « Les gens qui se en vont en voiture au Néguev (où vivent 200 000 Bédouins arabes citoyens d'Israël) savent qu'ils ne peuvent garer leurs voitures près des sites touristiques populaires, parce que leurs portières y seraient forcées ! » Petah Tikva aussi, et en Galilée (la région Nord avec plus de 50 % d'Arabes) », sous-entendant que les citoyens arabes volent leurs voitures. Moshe Kahlon, à la tête du parti Kulanu, et ancien ministre Likoud des Communications, en dépit d'une campagne axée principalement sur les questions sociales et économiques, affirma qu'« il ne siégerait pas dans un gouvernement qui appuyerait sur des Arabes ». Même l'Union sioniste, du centre, conduite par Isaac Herzog, dirigeant du Parti travailliste, afficha elle aussi des opinions racistes. En réaction aux accusations selon lesquelles Herzog n'était pas un dirigeant suffisamment fort, le parti diffusa une interview vidéo de ses camarades pendant son service militaire, dans laquelle l'un d'eux déclara, « Herzog comprend la mentalité arabe ? y compris à travers la ligne de mire (d'un sniper) ».

Ainsi, au cours des longues semaines qui précédèrent les élections, les campagnes d'incitations contre les citoyens arabes devinrent le pilier fondamental pour une popularité politique en Israël. L'« Électeur arabe » fut intégré dans la série de menaces utilisées par les partis juifs israéliens afin d'effrayer les citoyens, parlant notamment d'un Iran doté de l'arme nucléaire, des tunnels construits par le Hamas, et des roquettes du Hezbollah.

C'est au beau milieu de cette atmosphère raciste que vint le jour du scrutin. Sagi Kaisler, directeur de la Commission des Résidents de Samarie, laquelle représente les avant-postes coloniaux en Cisjordanie occupée, organisa 1500 colons pour qu'ils participent en tant que bénévoles aux bureaux de votes dans les villes et villages arabes. Kaisler déclara : « Partout où il y a des villages arabes, il y a fraude. C'est comme ça qu'ils fonctionnent. Ils le font dans leurs élections locales, ils ne font pas cela contre l'État, c'est dans leur nature ! la Liste commune est

unie afin de franchir le seuil électoral, mais aussi et d'abord parce que ce sont des partis du Mal qui veulent renverser le gouvernement de droite? Nous sommes dans une bataille pour l'avenir de notre État, contre les Arabes, contre les Européens, et contre certaines forces américaines ». Pour protéger les colons, un groupe armé équipé de munitions de guerre, de gaz lacrymogène, de bâillons, de gâchettes électriques, et d'autres armes, accompagna les bénévoles aux bureaux de vote. Selon des reportages de Channel 2, ces activités furent conduites sous les ordres directs du député Likoud Yariv Levin, qui est actuellement le candidat le plus en vue pour le poste de ministre de la Justice.

Enfin, et alors que ces militants-colons sillonnaient les villes et villages arabes le jour de l'élection, Netanyahu, craignant de glisser dans les sondages électoraux, conclut la longue traîne d'incitations racistes par la publication d'un message vidéo sur sa page Facebook, déclarant : « le gouvernement de droite est en danger. Les Arabes arrivent en masse aux urnes. Des ONG de gauche les amènent en bus. » En juger par la victoire du Likoud, ces messages semblent avoir été couronnés de succès.

L'élection pour la 20e Knesset a créé une nouvelle représentation politique pour les citoyens arabes palestiniens : la Liste commune afin de remettre en cause la scène politique israélienne, de Lieberman à Herzog. Le Premier ministre, quant à lui, ne paraît pas intéressé à abandonner son joker : l'incitation contre les citoyens arabes. Quels que soient les débats qui vont se dérouler à la suite de cette élection, il est clair que dans ce scrutin, le racisme en sort le grand vainqueur.

Traduction : JPP pour l'Agence Média Palestine

Source: [Adalah](#)

**date créée**  
2015/03/27